Grandeur et décadence de l'accord du participe passé

Alain Thomas, Université de Guelph, Canada

(Au commissariat)

Monsieur l'Inspecteur, ce sont des artistes peu connus que j'ai entendus chanter sur scène ou que j'ai remarqués dans des films que j'ai vu tourner à Hollywood. Ils s'étaient doutés de quelque chose en entrant au bar. Et puis les insultes avec le patron se sont succédé. Quand ils se sont fait expulser, ils se sont séparés, puis se sont téléphoné et se sont parlé longuement pour décider d'une stratégie à suivre. Ils se sont fait forts de régler le problème et se sont vite rendu maîtres de la situation. Bien que vous les ayez dit être « inquiétantes », ce ne sont pas des personnes que j'ai surpris-es à provoquer quiconque ou que j'ai envisagé de dénoncer à la police.

1. Introduction

Quel francophone n'a pas eu de problème d'orthographe avec l'accord du participe passé (dorénavant, « p.p. ») ? Qui, même parmi les locuteurs les plus cultivés, pourrait se vanter de faire sans faute la dictée ci-dessus, concoctée par l'auteur de ces lignes à partir des pièges grammaticaux les plus redoutables de la langue française ? L'écriture du p.p., qui est relativement simple dans ses formes les plus communes (accord après l'auxiliaire *être* et non accord après *avoir*), devient une course à obstacles pleine d'exceptions plus ou moins logiques quand il s'agit de l'accord avec le complément d'objet direct (dorénavant « COD ») antéposé. Il en résulte des échecs orthographiques monumentaux à tous les niveaux des sociétés francophones, particulièrement dans les milieux scolaires. Pourtant les diverses réformes de l'orthographe ont toujours hésité à s'attaquer directement au problème, y compris la dernière en date, les Rectifications de 1990, qui se limite à tolérer le non accord dans *laissé* suivi d'un infinitif : *les fruits que j'ai laissé(s) pourrir*. On a ainsi enlevé une seule épine à ce rosier problématique, laissant les enseignants et les usagers du français écrit le soin de ne pas se laisser griffer par toutes celles qui restent.

Dans ces conditions, on peut se demander si on n'accorde pas trop d'importance à cette particularité de la langue française, notamment dans l'enseignement du FL2, qui est quotidiennement aux prises avec d'autres difficultés beaucoup plus fondamentales. A une époque où même les étudiants avancés font encore des erreurs élémentaires dans leurs compositions, du moins dans nos milieux universitaires anglophones canadiens, faut-il passer plusieurs heures à

enseigner les subtilités de l'accord du p.p. ? Pour tenter de répondre à cette question, nous proposons de retourner d'abord aux origines des règles d'accord et de faire ensuite une synthèse de leur observation plus ou moins réussie dans la pratique quotidienne des francophones, tant à l'écrit qu'à l'oral, à partir des recherches disponibles dans ce domaine.

2. Rappel des règles de l'accord du p.p. à l'écrit

- Accord avec le nom, si le p.p. a valeur d'adjectif : *des enfants mal élevés*
 - Invariable s'il a valeur de préposition : *vu... attendu... excepté... hormis... y compris... étant donné les circonstances*
 - Après l'auxiliaire *être* :
 - Accord avec le sujet : *Elle est morte. Ils ont été interrogés. Ils se sont battus.*
 - Invariable dans les verbes pronominaux si le pronom complément d'objet antéposé est indirect : *Elles se sont nuï. Ils se sont lavé les mains.*
 - Après l'auxiliaire *avoir* :
 - Invariable en général : *Ils ont travaillé toute la nuit*
 - Accord avec le COD antéposé : *La photo que j'ai prise*
- SAUF si le COD est neutre : *Ma joie n'était pas aussi grande que je me l'étais imaginé*
- ou après *en*, considéré indirect : *Des imprudences, il en avait commis beaucoup*
- ou après verbe impersonnel : *Les inondations qu'il y a eu*
- ou devant un infinitif qui gère le COD : *Les femmes que j'ai surprises à voler et que j'avais craint de dénoncer bien que vous me les ayez dit être étrangères*

3. Dimension orale

Les règles sont les mêmes à l'oral qu'à l'écrit, mais on n'entend pas l'accord la plupart du temps, puisque les vieilles longueurs vocaliques distinguant le féminin du masculin dans la majorité des verbes (/ ale ~ ale: , fini ~ fini: , vy ~ vy: /) n'existent plus que dans certains dialectes. Cependant, d'après Claire Blanche-Benveniste (150) et André Rigault (89), il existe environ soixante-dix verbes irréguliers où l'accord du féminin est clairement réalisé en /t/ ou en /z/ :

/t/ : (dé)(re)(satis)**faite**, (ex)traite, atteinte, (dé)peinte, éteinte, crainte, contrainte, plainte, jointe, (dé)(re)**couverte**, offerte, **ouverte**, soufferte, morte
 (re)(contre)(pré)(mau)**dite**, confîte, **écrite**, (dé)(ins)(pres)(pros)(sous)(trans)crite, cuite, (dé)(en)(ré)(sé)(pro)(intro)(con)duite, (cons)(dé)(ins)truite,absoute, dissoute
 /z/ : acquise, **assise**, commise, (com)promise, conquise, (dé)(re)(é)(pro)(per)(sou)(trans)**mise**, (ap)(com)(entre)(sur)**prise**, incluse, (en)close

On déduira sans peine de ce qui précède que l'accord du p. p. à l'oral est un phénomène rare, puisqu'il ne s'applique qu'à quelques verbes sur les milliers que possède la langue et, de plus, seulement dans les contextes autorisant l'accord, tels que définis dans la section précédente. D'où de nombreuses erreurs par surgénéralisation, même chez les locuteurs éduqués (voir *infra* à sujet).

4. Historique

En ancien français, période bénie de flexibilité structurale et orthographique, l'accord avec le COD (antéposé ou postposé) était facultatif : *Ay lettres écrit(es) / Ay écrit(es) lettres / Ecrit(es) ay lettres*. On trouve ainsi sur la cloche de la chapelle de Château-Chinon (XIV^e siècle) une inscription qui serait considérée fautive aujourd'hui : « *Marie Javelle / Je m'appelle / Celui qui m'a mis / M'a bien mis / Celui qui m'ostera / S'en repentira* ». Mais le resserrement entre auxiliaire et p. p., qui est devenu normal aujourd'hui, commence à se manifester à cette époque, entraînant la perte de l'accord avec le COD postposé : *Ay écrit lettres*.

Cette simplification se serait peut-être généralisée si Clément Marot (146-147), poète du seizième siècle et valet de François 1^{er}, n'avait proposé que l'on fasse l'accord avec ce qui précède, selon le modèle italien :

*Notre langue a ceste façon
 Que le terme qui va devant
 Voluntiers regist le suivant (...)
 Il fault dire en termes parfaicts,
 Dieu en ce monde vous a faicts ;
 Fault dire en parolles parfaites,
 Dieu en ce monde les a faictes*

Après une période de variation (cf. les célèbres vers de Ronsard : *Mignonne, allons voir si la rose / Qui ce matin avait desclose*), Vaugelas confirme la règle de Marot, dans ses *Remarques sur la langue française* de 1647, et l'applique aux verbes pronominaux. Mais le p.p.

reste invariable, en général, quand il n'est pas final, si le sujet est postposé (*La peine que m'a donné cette affaire*), si le p.p. est suivi d'un attribut du complément (*Le commerce l'a rendu puissante*), d'un complément prépositionnel (*Les lettres que j'ai reçu de vous*) ou d'un infinitif (*Ce que je l'ai vu faire*), ou s'il est précédé de *cela* (*La peine que cela m'a donné*), ou encore s'il s'agit des verbes *aller* ou *venir* suivis d'un infinitif (*Elle est allé quérir*). Vaugelas propose ainsi une orthographe reflétant la prononciation de l'époque, où l'allongement vocalique n'était possible qu'en position finale de groupe.

Au dix-neuvième siècle, la règle de l'accord avec le COD antéposé s'est généralisée dans les grammaires scolaires, alors qu'elle ne devait s'appliquer qu'aux p. p. en position finale, pour des raisons phonétiques d'ailleurs encore pertinentes aujourd'hui dans certains dialectes normands ou ardennais (allongement du /e/ final de *allée*, absent du masculin *allé*). C'est ainsi qu'on en est arrivé aux règles actuelles, présentées ci-dessus.

Au vingtième siècle, conscientes des irrégularités de la règle, les autorités font preuve de tolérance dans les examens et les concours. Ainsi peut-on lire, dans l'arrêté ministériel du 31 juillet 1900, qu'« il paraît inutile de s'obstiner à maintenir artificiellement une règle qui n'est qu'une cause d'embarras dans l'enseignement, qui ne sert à rien pour développer l'intelligence et qui rend difficile l'étude du français aux étrangers ». Cet arrêté n'a jamais été appliqué, pas plus que les tentatives subséquentes oeuvrant dans le même sens, soit l'arrêté du 26 février 1901 et celui de 1976 prônant l'acceptation des cas limites (*les cerises, j'en ai cueilli-es*) sans imposer leur enseignement. Plus récemment, les Rectifications orthographiques de 1990, qui n'ont finalement tranché que sur un détail (le p. p. de *laisser* suivi d'un infinitif, qui devient invariable), semblent vouées à un destin semblable.

On retiendra de ce survol historique que l'accord du p. p. avec le COD antéposé est une initiative étrangère au génie de la langue française, qui fait seulement l'accord avec le sujet, et qu'elle résulte de la mode italianisante du seizième siècle, tout comme les nombreux emprunts lexicaux de l'époque (*pantalon, balcon*, etc.). Tandis que ces derniers se sont très bien intégrés à la langue française, l'accord du p. p. y constitue toujours une exception, et c'est bien là le problème.

On notera également que les diverses tentatives de simplification offertes par les autorités, a priori louables, ne sont pas suivies par la population. Il semblerait que l'orthographe du français est une statue quasiment intouchable et qu'on s'expose à de féroces résistances si on

veut la réformer. Ses difficultés sont souvent perçues comme des qualités inhérentes à la langue française et les erreurs sont généralement attribuées à la paresse pédagogique. L'engouement pour les concours orthographiques internationaux du genre dictée de Bernard Pivot ou dictée des Amériques n'est qu'une des illustrations de l'admiration des Français pour les difficultés de la langue, y compris les plus illogiques ou obscures. Il est clair, en tout cas, que les enseignants de FL2 ne sauraient compter sur la France pour apporter les simplifications souhaitées à la langue qu'ils enseignent, même si ces simplifications ont un caractère officiel.

5. Application des règles

Comme on l'a vu ci-dessus, les règles d'accord du p. p. sont complexes et elles souffrent de nombreuses exceptions. On ne sera pas surpris, par conséquent, de constater que leur application pose problème à tous les niveaux de la société. Il y a loin, en effet, de la coupe aux lèvres.

D'après l'enquête de Monique Audibert-Gibier sur un corpus de français oral (1992, trois cents occurrences étudiées), l'accord du féminin n'est fait que dans 71% des cas possibles, les erreurs étant particulièrement fréquentes dans les terminaisons en /-iz/, surtout quand elles ne sont pas en position finale : *Les photos que j'ai pris au Pérou*. C'est pire à l'écrit, puisque les formes fautives sont maintenant majoritaires. Elles sont attestées surtout en position non finale, comme à l'oral, et derrière les pronoms objets *me, te, la, l', les* : *Je [femme] me suis inscrit au cours*. La réalisation correcte de la terminaison féminine dépend aussi de facteurs sociolinguistiques. Comme on s'y attendait, elle augmente avec le niveau scolaire, l'âge et la formalité de la situation de communication. L'auteur conclut que les locuteurs connaissent mal les règles d'accord du p. p. et que cet accord est de moins en moins réalisé, d'une manière générale.

Ces conclusions sont étayées par une enquête à grande échelle (voir Brissaud et Cogis, et Manesse et Cogis) sur le français écrit de milliers d'élèves français entre la cinquième et la neuvième années. L'enquête révèle que les élèves ont tendance à faire l'accord avec le sujet ou aucun accord, par défaut. Ce n'est que vers treize ou quatorze ans qu'ils commencent à comprendre la règle de l'invariabilité du p. p. avec *avoir*. L'exception représentée par l'accord avec le COD antéposé n'est apparemment *jamais* vraiment acquise pendant leur scolarité. Les étapes de l'acquisition semblent suivre un ordre précis. D'abord les apprenants remarquent que le

verbe reçoit ses marques d'un autre terme, qui est d'habitude antéposé. Ils s'aperçoivent ensuite que le critère de position ou de proximité est insuffisant ; il faut analyser la fonction (objet, sujet) et donc acquérir une conscience syntaxique. Le statut ambigu du p. p. n'est pas fait non plus pour aider les élèves : c'est un verbe, mais il porte les marques du nom ou de l'adjectif (-e, -s, -es) et, contrairement à l'auxiliaire, qui s'accorde toujours avec le sujet, il s'accorde parfois avec l'objet qui précède. Son maintien dépend de plusieurs facteurs d'ordre syntaxique (préférence pour les COD plus explicites : *les filles que j'ai vues*), morphologiques (préférence pour les formes marquées à l'oral : *les erreurs qu'il a faites*), phonologiques (gêne devant les homonymies avec des noms fréquents comme *crainte* ou *plainte*), sémantiques (préférence pour l'expression d'un résultat, *la porte que j'ai ouverte*), sociolinguistiques (corrélations avec niveau scolaire plus élevé, profession d'instituteur) et stylistiques (discours surveillé, parole publique). L'existence de phénomènes d'hypercorrection (*Elle s'est faite opérer*, peut-être sur le modèle *Elle s'est faite petite*) confirme la confusion générale des locuteurs dans ce domaine.

Au cas où l'on penserait encore que ce ne sont là que déficiences d'apprentissage qui n'attendent qu'une solution pédagogique, voici diverses citations puisées parmi l'élite littéraire française qui montrent que les erreurs ne sont pas limitées aux apprenants et aux classes défavorisées :

La vénération que j'ai *eu* pour les ouvrages (Corneille, *Cinna*)

Des vers qu'il n'a point *trouvés* beaux (Molière, *Les Femmes savantes*)

On ne les a jamais vu assis (...) Ils se sont *parlés* (La Bruyère, *Caractères*)

Je l'ai *fait*, cette besogne (Diderot, *Correspondance*)

Les injures que l'on s'est *dit* (Flaubert, *L'Education sentimentale*)

La tête qu'il a *fait* (Proust, *Du côté de chez Swann*)

C'est la doctrine que nous ont *transmis* nos ancêtres (Gide, *Les Faux Monnayeurs*)

Une voyageuse s'est *plaint* (Daninos, *Daninoscope*)

Et, plus près de nous, à l'oral, dans le cadre de programmes culturels télévisés :

L'enquête qu'ils avaient *fait* (Patrick Pelloux, médecin, *On n'est pas encore couché*, TV5, 20-4-2012 ; il prononce par ailleurs « mais_[z]_aussi », avec liaison de niveau soutenu)

Une décision que N. Sarkozy a *pris* (Rachida Dati, ministre, *ibid.* 10-5-2012)

Les conclusions que vous avez *faits* (Franz-Olivier Gisbert, directeur du *Point*,

ibid. 10-5-2012)

Cette réforme, je l'avais *promis* ; le Garde des Sceaux l'a *mis* en œuvre avec courage (Nicolas Sarkozy, Congrès de l'Association des maires de France, nov. 2007)

La phrase que j'ai *compris* plus tard (...) Les mesures qu'a *pris* l'Allemagne

(Nicolas Sarkozy, interview télévisée présentée à TV5 le 6-4-2012)

Une fonction que j'ai *appris* depuis cinq ans (Nicolas Sarkozy, débat télévisé diffusé à TV5 le 2-5-2012).

Blanche-Benveniste, éminente spécialiste des questions de français oral, explique ainsi les difficultés des locuteurs francophones avec l'accord du p. p. : « Les accords entre le complément et le p. p. ne sont faits que dans quelques cas assez restreints, et seulement par certains types de locuteurs. Du reste, si les Français ont des difficultés tellement insurmontables à apprendre l'orthographe de ces accords de p. p. à l'école, c'est qu'ils n'en ont pas de modèle dans leur langue parlée » (149). On ne saurait mieux montrer que le problème est moins dans la soi-disant paresse des enseignants et des élèves devant un défi linguistique que dans les irrégularités inutiles d'une orthographe archaïque qu'on se refuse à simplifier.

6. Discussion et conclusion

Si les tendances présentées ci-dessus persistent, on peut s'attendre pour le p. p. avec *avoir* à une « pente instinctive vers l'invariabilité du p. p. » (Grevisse 731), surtout à l'oral, où les formes féminines sont déjà très rares. A l'écrit, vu le temps de réflexion et d'analyse inhérent à tout effort de rédaction, on peut s'attendre à une production variée, où les meilleurs sujets réussiront à appliquer les règles et les autres se contenteront de la forme du masculin singulier, utilisée par défaut, faute de compréhension d'un système décidément trop irrégulier.

La simplification dudit système est pourtant possible, sans aucunement affecter le sens : « On pourrait s'en tenir à l'invariabilité dans le cas du p. p. employé avec *avoir* et à l'accord avec le sujet de tous les participes passés avec *être* » (Brissaud et Cogis 422). Mais les résistances sont nombreuses. Le système éducatif français a toujours privilégié l'orthographe, en général. Par exemple, dans l'ancien Certificat d'Etudes Primaires, passé autrefois à l'âge de quatorze ans à la fin de l'école élémentaire, on renvoyait chez eux après la première épreuve les élèves qui avaient un zéro en dictée, c'est-à-dire un minimum de cinq fautes d'orthographe majeures dans un paragraphe plein d'accords de base. Tant pis s'ils étaient brillants dans les

autres sujets ! Quant aux irrégularités comme l'accord du p.p., elles n'étaient pas considérées inutiles et regrettables, mais comme un aspect fascinant de l'orthographe : « Les participes, l'épouvantail des enfants, la ressource consolante de l'ignorant pédagogue, le sujet de méditation du vrai grammairien » (Bescherelle 667).

Dans un tel contexte, il n'est pas surprenant que les Français et, dans une moindre mesure, les francophones hors-hexagone n'osent pas s'attaquer à ce qui est devenu une institution presque sacrée, ce qui d'ailleurs les amènerait à remettre en question toute une orthographe archaïque à laquelle ils se sont tout de même habitués de gré ou de force. D'une part, une réforme radicale du genre orthographe phonétique (*les cadeaux* > *lé cado*) est hors de question dans une société démocratique plutôt conservatrice. D'autre part, devant les réformes superficielles comme les Rectifications de 1990, les usagers sont en droit de se demander si le jeu en vaut vraiment la chandelle, d'autant plus que certaines rectifications apportent de nouvelles exceptions aux nouvelles règles (par exemple, l'accent circonflexe). Ce mouvement de simplification, s'il réussit, n'ira pas très loin et, dans le cas de l'accord du p.p., il se limite en tout cas au verbe *laisser*, ce qui revient à dire qu'il est quasi-inexistant. Le changement ne viendra donc pas d'en haut, mais il est fort possible que les usagers de demain, enfants de l'audio-visuel et friands de textos à orthographe purement fonctionnelle, finissent par s'écarter de l'orthographe officielle par simple ignorance ou par manque de pratique.

En attendant que les francophones décident de l'avenir de leur orthographe, que faire dans la classe de FL2 ? D'abord, on peut considérer que des erreurs faites à tous les niveaux de la société française, sans aucune stigmatisation, ne sont peut-être plus des « erreurs » justement, mais simplement les variantes modernes d'un système en évolution. Ces variantes, apparemment acceptables pour les francophones, devraient *a fortiori* l'être pour les étrangers. D'autre part, comme les apprenants sont par définition des francophones « imparfaits », l'idée qu'ils n'apprennent pas tout de l'orthographe officielle ne devrait choquer personne. Après tout, enseigner, c'est choisir. Puisque dans leur cas, contrairement aux francophones, les structures du français ne sont pas acquises en arrivant à l'école, l'enseignant [masculin générique] a des problèmes de communication de base à régler avant d'arriver aux subtilités comme l'accord du p. p. Ouvrant en contexte non francophone avec seulement quelques heures à sa disposition pour l'enseignement de la langue seconde, il est bien obligé d'établir des priorités et risque fort

de ne jamais parvenir aux détails, notamment ceux qui posent des problèmes aux francophones eux-mêmes.

On peut ainsi envisager une pédagogie à deux vitesses, qui se concentre sur l'essentiel, au détriment du superflu, c'est-à-dire les difficultés orthographiques qui n'affectent pas le sens et qui sont mal maîtrisées par les francophones. Ainsi l'auteur de ces lignes pratique-t-il depuis longtemps la double correction des compositions, qui signale les erreurs aux étudiants et leur donne l'occasion de les corriger pour améliorer leur performance et leur note, mais qui exclut de ce processus les phénomènes marginaux comme l'accent circonflexe ou l'accord du p. p. Les erreurs « marginales » sont simplement corrigées dans le texte initial, sans pénalité pour les étudiants et sans leçon sur le sujet, sauf si ces derniers en font la demande. Le modèle enseigné reste ainsi celui du français standard, avec toutes ses difficultés orthographiques, mais on est particulièrement flexible, tolérant, voire silencieux, au niveau de l'application de ce modèle dans les productions étudiantes, du moins pour les difficultés perçues comme irrationnelles et marginales.

Oser affirmer qu'on n'enseigne plus l'accord du p. p. avec le COD antéposé est probablement plus facile pour un enseignant chevronné que pour les collègues plus jeunes qui ne veulent ni choquer leurs supérieurs, ni paraître ignorants, ni monter aux barricades pour défendre une cause qui ne leur appartient pas. Mais on peut également considérer que le pouvoir linguistique « législatif » (les institutions francophones) a établi une norme du français officiel, décevante sous certains aspects, mais qui n'est nullement remise en question ici. C'est simplement au niveau « exécutif » (ici, les enseignants de FL2) qu'il faut établir des priorités pour des raisons d'efficacité et de rendement, et que certains phénomènes orthographiques marginaux et problématiques ne méritent pas inclusion dans ces priorités. L'accord du p.p. avec le COD antéposé, déjà considéré au dix-neuvième siècle par le grammairien André Thérive comme « une pseudo-règle grammaticale (...) désuète [et] morte dans l'usage » entre indiscutablement dans cette catégorie.

Références bibliographiques

Audibert-Gibier, Monique. « Etude de l'accord du participe passé sur des corpus de Français parlé ». *Langue et Société* 61 (1992) : 8-27.

Bescherelle, Louis-Nicolas. *Grammaire nationale*. Paris : Garnier, 1871.

Blanche-Benveniste, Claire. *Le français : usage de la langue parlée*. Leuven : Peters, 2010.

Brissaud, Catherine. « La réalisation de l'accord du participe passé employé avec *avoir*. De l'influence de quelques variables linguistiques et sociales ». *Langage et société* 88 (1999) : 5-24.

--- et Danièle Cogis. « L'accord du participe passé : Reconsidération d'un problème ancien à la lumière de données récentes sur l'acquisition ». Communication donnée au Congrès Mondial de Linguistique Française, Paris. 2008.

Grevisse, Maurice. *Le bon usage*. Gembloux / Paris : Duculot, 9^e éd., 1969.

Manesse, Danièle et Danièle Cogis. *Orthographe, à qui la faute ?* Paris : ESF, 2007.

Marot, Clément. *Œuvres*. Epigrammes CIX. Tome IV. Plessis et Plattard, 1875. 146-147.

Rigault, André. *La grammaire du français parlé*. Paris : Hachette, 1971.

Thérive, André. *Clinique du langage*. Paris : Grasset, 1891.